Les jeunes diplômés chinois en butte au chômage

La croissance économique ne crée pas suffisamment d'emplois qualifiés, alors que les effectifs étudiants augmentent

Yu Nanping

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/201>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Yu Nanping, « Les jeunes diplômés chinois en butte au chômage », *Perspectives chinoises* [En ligne], 80 | novembre-décembre 2003, mis en ligne le 02 août 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/201>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Les jeunes diplômés chinois en butte au chômage

La croissance économique ne crée pas suffisamment d'emplois qualifiés, alors que les effectifs étudiants augmentent

Yu Nanping

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit du chinois par Vanessa Teilhet

- 1 Ces derniers mois, les difficultés des jeunes diplômés des universités chinoises à trouver un emploi font les grands titres des médias et suscitent des inquiétudes dans toute la société. Les professionnels de l'éducation en Chine se sont prononcés tour à tour. Nombre d'entre eux, se référant à l'éducation de masse, à la phase de transition sociale que traverse la Chine, se sont exprimés en faveur du recrutement élargi, pratiqué ces dernières années dans les universités chinoises. D'autres¹ ont émis des doutes sur la fiabilité du chiffre de 70 % pour le taux d'emploi des jeunes diplômés, qu'ils estiment alarmiste. De fait, d'après des données statistiques du ministère de l'Éducation lui-même², sur les 2,12 millions de diplômés de l'enseignement supérieur général en 2003, 640 000 n'avaient pas signé de contrat de travail au terme de leur scolarité³.
- 2 On comprend mieux dans ces conditions que, sur le marché actuel de l'emploi à Shanghai, les jeunes diplômés d'université se contentent d'un salaire mensuel de 1 200 yuans, soit un peu plus du double du salaire minimum shanghaien, alors qu'ils doivent s'acquitter de frais importants (retraite, assurance chômage, assurance maladie)⁴. Si l'on tient compte du coût de la vie à Shanghai (logement, transports et télécommunications), il apparaît que le salaire de ces impétrants suffit à peine à subvenir aux besoins élémentaires de l'existence⁵. L'objet de cet article est de mieux comprendre le chômage actuel des jeunes diplômés, au-delà des propositions faites dans le cadre de la réforme de l'enseignement supérieur.

Débat et opinions divergentes sur la question

- 3 La réforme de l'enseignement supérieur a entraîné la marchandisation des universités chinoises, une politique de recrutement en masse de nouveaux étudiants. Alors que l'ensemble des jeunes diplômés se présente sur le marché du travail, la précarité inattendue des débouchés a suscité l'expression de points de vue relativement divergents au sein du gouvernement et du monde de l'éducation. Trois conceptions s'affrontent.
- 4 La première prône la recherche active de solutions, en reconnaissant la gravité du problème. « C'est une affaire d'importance, qui touche à tous les domaines, affirme par exemple un commentateur du *Quotidien du peuple (Renmin ribao)* ; elle touche aux intérêts vitaux de plus de 2 millions d'étudiants ; elle touche au développement de la réforme de l'enseignement supérieur ; elle touche aux mesures stratégiques visant à l'essor scientifique et éducatif du pays ; elle touche à la stabilité politique »⁶. Pour nous, ainsi que nous l'avions souligné dans un article antérieur⁷, « les difficultés d'emploi que rencontrent les jeunes diplômés sont la manifestation condensée, dans le domaine de l'emploi, du déséquilibre à court terme entre une croissance économique rapide et une transformation plus lente de la société. En raison du caractère à la fois économique et social de ce déséquilibre, et en vue de résoudre la question du chômage chez les jeunes diplômés, il est nécessaire d'harmoniser le développement de l'économie et de la société, en l'unifiant autour d'une stratégie de "priorité à l'emploi" ».
- 5 Selon un second point de vue, si les difficultés des jeunes diplômés à trouver un emploi sont réelles, il ne faut pas pour autant remettre en cause le recrutement en masse par les universités. Ainsi, d'après Sun Liping de l'Université Qinghua, « il est inutile de nier que le recrutement en masse d'étudiants a effectivement eu pour incidence d'augmenter le taux de chômage chez les jeunes diplômés. Cependant, c'est uniquement la structure de la population au chômage qui s'en est trouvée modifiée. En choisissant la solution du moindre mal, il s'opère une démocratisation de l'enseignement supérieur, ainsi qu'un changement dans la structure de la population active. Aussi les difficultés des jeunes diplômés à trouver un emploi ne doivent pas être une raison pour rejeter le recrutement de masse des étudiants »⁸.
- 6 Selon Wen Dongmao, vice-président de l'Institut de l'éducation de l'Université de Pékin, « la situation ne prête pas à l'optimisme, il faut envisager sérieusement le problème, sans pour autant dramatiser »⁹. Quant à Yang Yiyong, vice-président de l'Institut de recherche économique de la Commission nationale pour la réforme et le développement, il affirme que « les premiers chiffres du chômage dépendent de nombreux facteurs, si bien qu'ils ne peuvent refléter l'ensemble de la situation réelle ; pour se prononcer, il faut attendre la seconde série de données publiées à la fin de l'année »¹⁰.
- 7 Selon une troisième conception, le problème n'est pas aussi grave que les médias le laissent entendre. Il peut être réglé par l'intermédiaire du marché, comme le propose Cai Fang, du Bureau des études démographiques de l'Académie des sciences sociales de Chine : « les jeunes diplômés doivent accepter la sélection par le marché et s'auto-évaluer avec justesse, afin de résoudre les contradictions structurelles de l'emploi »¹¹. Pour Li Dongmin, responsable du Bureau des enquêtes sociologiques en Chine, « l'enseignement supérieur en Chine a déjà entamé sa mutation, pour passer d'un système élitiste à un système démocratique, ce qui ne va qu'exacerber le problème des futurs diplômés à trouver un emploi. Cependant l'Etat n'a pas à s'inquiéter, car à mesure de l'évolution de la notion d'emploi et à mesure du renforcement de la capacité d'adaptation au marché, les jeunes diplômés, en concurrence avec d'autres travailleurs, vont déployer la supériorité de leurs compétences »¹².

- 8 Selon Chen Xian de l'Université de Shanghai, « si l'alerte déclenchée par le chômage des jeunes diplômés a été amplifiée par le marché, c'est parce qu'il n'y a pas eu ouverture de certaines institutions au marché du travail. Aussi la main-d'œuvre ne peut être entièrement sélectionnée par le marché »¹³.
- 9 Les trois conceptions ci-dessus n'ont pas donné lieu à d'âpres débats. Mais comme ces spécialistes voient des origines variées au problème, ils pensent régler le chômage des jeunes diplômés par des méthodes différentes. Quelles sont donc les raisons aux formidables difficultés rencontrées par ces jeunes dans leur recherche d'emploi ?
- La stratégie de développement de l'enseignement supérieur
- 10 Afin d'analyser la situation difficile des jeunes diplômés sur le marché du travail aujourd'hui, il nous faut revenir sur la réforme de l'enseignement supérieur en Chine. Elle s'est déroulée en trois étapes.
- 11 (1) La première étape est celle du « développement limité » (1979-1991). Durant cette période, la réforme du système économique n'a pas encore atteint son plein essor. L'éducation se situe complètement en marge du champ de la réforme, et continue de fonctionner selon le principe du « centralisme étatique ». En fonction du plan national, et conformément à ses exigences, le système éducatif gère strictement les « inputs » et les « outputs ». Bien que la Résolution du Comité central du Parti communiste chinois sur la réforme du système éducatif de 1985, en s'attaquant au système traditionnel de gestion, ait entraîné l'apparition de plus de 400 établissements d'enseignement supérieur privés (*minban* ou *sili*)¹⁴, la stratégie globale de la réforme dans la Chine de cette époque a pour principe « l'économie marchande planifiée ». C'est sous la houlette de ce principe qu'a été mise en place la planification des prévisions de la demande en diplômés du supérieur, ainsi qu'un système de contingentement, en adéquation avec la capacité de l'économie à investir. La stratégie pour le développement de l'enseignement supérieur, est dominée par une réflexion approfondie sur l'emploi. Selon les prévisions de l'époque extrapolant jusqu'en 2000, même avec un « développement hors normes », il n'y aurait tout au plus que 4 millions d'étudiants dans le supérieur, avec un taux brut de scolarisation à 5,2 %¹⁵. Toutefois, dès cette époque, des provinces avancées d'un point de vue économique et social, comme celle de Canton, ont mis en marche des expériences pilotes pour le recrutement en masse d'étudiants non boursiers ou en formation continue.
- 12 (2) La seconde étape est celle du « développement régulier » (1992-1998). L'enseignement supérieur amorce son développement, avec pour particularité le fait que l'offre de diplômés du supérieur ne satisfait pas à la demande générée par la croissance. L'enseignement supérieur se développe sur la base d'un contrôle et d'une limitation des effectifs, et d'une amélioration de la qualité. Un rapport issu d'une étude menée de 1993 à 1994 par des experts de la Banque mondiale, a eu une très profonde influence sur la mutation de la stratégie globale pour le développement de l'enseignement supérieur en Chine. Ce rapport mettait en évidence l'influence négative de la trop faible proportion d'étudiants dans le supérieur sur la croissance économique chinoise¹⁶. De plus, à cette époque, la Chine est déjà entrée sur le marché international en adoptant une économie d'exportation. Et en 1998, la Déclaration de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, organisée à Paris par l'Unesco, fait prendre conscience au gouvernement chinois qu'augmenter rapidement les effectifs d'inscrits dans le supérieur répond aux besoins de l'ouverture et aux exigences du développement économique et social.

- 13 (3) A partir de 1999, le système d'enseignement connaît un « développement accéléré ». Un véritable tournant stratégique s'opère à cette époque. L'enseignement supérieur voit ses effectifs croître de façon fulgurante : non seulement les étudiants passent de 5,04 millions en 1998 à 5,94 millions en 1999 dans les universités, mais les établissements de l'enseignement supérieur général accroissent leurs effectifs de 47,4 %. Dans le même temps, les experts du monde de l'éducation produisent une abondante littérature, où ils affirment que « la Chine peut partir à l'assaut de la massification de son enseignement supérieur, car elle dispose désormais d'une spécificité, celle de la pluralité du système d'enseignement supérieur, que Martin Trow a décrit dans sa théorie de la massification »¹⁷.
- 14 Mais nombre de chercheurs sur l'éducation ont omis de prendre en compte la déflation sans précédent que l'économie chinoise connaît après les terribles inondations de 1998, ainsi que le ralentissement de la croissance qui tombe à 7,1%. Aussi des experts soumettent-ils aux organes étatiques des propositions pour stimuler la reprise économique. Il s'agit d'augmenter les effectifs étudiants, d'intensifier la commercialisation de l'enseignement ; autant de facteurs susceptibles de stimuler la consommation intérieure. Alors que la déflation aux niveaux international et national de ces dernières années n'est pas freinée efficacement, l'enseignement supérieur a vu sans cesse ses effectifs s'accroître, sous les effets de la stratégie globale d'élargissement de la demande intérieure. Les effectifs étudiants sont passés de 7,23 millions en 2000, à 9,31 en 2001 et à 11,46 millions en 2002¹⁸.
- 15 Le développement de l'enseignement supérieur en Chine au cours de ces trois étapes se caractérise, d'une part, par le passage d'une « planification pure » à un « marché pur » — l'enseignement supérieur a opéré une évolution graduelle dans son orientation, sa doctrine et son organisation — et, d'autre part, par l'augmentation rapide des effectifs (20% en moyenne par an). 2003 est justement la première année où se testait la force intégratrice du marché du travail pour la main-d'œuvre nouvellement issue du supérieur.

Les particularités et les contradictions du marché de l'emploi

- 16 Pour analyser le chômage des jeunes diplômés, il importe de comprendre l'état actuel de l'emploi en Chine. Une enquête de 1995 fait apparaître que la main-d'œuvre disponible chinoise, 755 millions de personnes, soit 26,3 % du volume total mondial, équivaut à 1,64 fois les 432 millions de travailleurs des pays à hauts revenus. Cependant, la somme totale des investissements chinois en capitaux ne représente que 3,4 % du volume total mondial. Ainsi, la Chine utilise 3,4 % des ressources en capitaux pour générer et fournir plus du quart des emplois mondiaux¹⁹. Comme la Chine n'entrera dans une phase de croissance nulle de sa main-d'œuvre qu'à partir de 2020, l'impossibilité du plein emploi s'avère être une conséquence inévitable du passage à l'économie de marché et est aussi au cœur du maintien à long terme d'un faible coût de la main d'œuvre en Chine.
- 17 Deuxièmement, la transition de l'économie planifiée vers l'économie de marché, ainsi que la restructuration sectorielle et la redéfinition des droits de propriété, s'accompagnent d'un chômage structurel durable des employés et des ouvriers des entreprises d'Etat. Entre 1995 et 2001, l'emploi a diminué de 32,2 % dans l'ensemble des entreprises étatiques (36,21 millions d'emplois supprimés). La baisse est de 59 % pour les unités de travail collectives des bourgs et des cantons, soit 18,56 millions de postes en moins. Au total, ce sont 54,77 millions d'emplois en moins, soit le double du volume total de la main-d'œuvre française²⁰. Cette tendance s'est encore accentuée ces dernières années. Bien que de

nouveaux investissements nationaux et étrangers absorbent une partie de la main-d'œuvre, le nombre d'emplois créés est loin de répondre aux besoins de la population active urbaine. En 2003, 8 millions de nouveaux emplois ont été créés, alors que la population active s'accroissait de 20 à 22 millions de personnes. En tenant compte de la population de migrants dont plus de 15 millions passent annuellement dans la population active urbaine, l'écart est encore plus grand²¹.

- 18 Troisièmement, la nature des emplois change. Les emplois manuels sont devenus caduques avec le changement de modèle économique et le réajustement technologique. De 1978 à 1996, la valeur ajoutée créée par l'industrie chinoise a été multipliée par 6,6, soit une croissance moyenne annuelle proche de 12 %. L'économie est passée d'une situation de pénurie à celle de surplus chronique, et le niveau des profits du secteur industriel a rapidement chuté (le taux de profit des branches non monopolistiques est inférieur aux taux d'intérêt des banques à la même période). Ceci a créé un important excédent des capacités de production, avec, dans de nombreux secteurs d'activité, un taux d'utilisation des équipements inférieur à 40 %²². En outre, la révolution technologique mondiale, qui entraîne la transformation structurelle de l'industrie chinoise, a fait passer le taux d'exportation des produits finis manufacturés de 72 % en 1990 à 88 % en 2000, tandis que le taux d'exportation de produits de haute technologie atteignait 19 %²³.

Embauche et essor économique : pas de corrélation

Sources : *Zhongguo qingnian bao* (Jeunesse chinoise), 21 août 2003 et Bureau des statistiques nationales de Chine.

- 19 Par ailleurs, les bénéfices de la croissance économique chinoise sont de plus en plus inégalement partagés. Le coefficient de Gini est passé de 0,35 en 1988 à environ 0,458 actuellement : les 20 % les plus riches de la population possèdent 48,5 % des ressources totales²⁴. La richesse créée n'est pas consommée par la majorité de la population, ce qui constitue un frein à la croissance du secteur tertiaire. Une autre conséquence est qu'une grande partie de la main-d'œuvre est dans l'impossibilité de passer dans les nouveaux secteurs de production, créant un effet d'engorgement sur le marché du travail. A Shanghai, la ville la plus dynamique de Chine, le secteur tertiaire croît en moyenne de deux points par an, ce qui est considérablement inférieur au rythme de la croissance économique. Aussi, l'emploi des jeunes diplômés à l'heure actuelle dépend-il des choix faits en matière d'emploi, qui sont contraints par des conditions historiques, une structure de marché et un modèle de croissance particuliers.

Les causes particulières du chômage des jeunes diplômés chinois

- 20 La comparaison entre le taux d'embauche des jeunes diplômés et la croissance du PIB révèle l'absence de corrélation entre ces données (voir graphique 1). En 1999, la croissance économique affiche un petit 7,1 %, alors que le taux d'embauche des jeunes diplômés, de 79,3 %, dépasse les 76,8 % de 1998 pour une croissance de 7,8 % (pour simplifier, nous assimilons taux d'emploi et taux de jeunes diplômés sous pré-contrat). Le taux d'emploi des jeunes diplômés n'a absolument pas suivi la hausse de la croissance. Si le taux de jeunes diplômés sous pré-contrat en 1998, de 76 % environ, n'a pas du tout créé de panique, pourquoi les 76 % de 2003, suscitent-ils un tel émoi dans l'opinion publique et chez les chercheurs ? Quelles causes expliquent cette différence ?
- 21 Observons tout d'abord l'écart problématique entre l'emploi et la forte croissance économique chinoise qui s'est maintenue pendant près de cinq ans à un taux régulier de 7,7 % en moyenne. Alors que les effets néfastes du SRAS étaient surmontés, au cours du premier semestre 2003, le PIB a crû de 8,2 %. Or, cette remarquable croissance économique n'a pas entraîné de façon efficace la hausse de l'emploi dans les grandes villes chinoises. Shanghai par exemple connaissait un taux de chômage de 4,8 % et enregistrait 277 800 chômeurs en avril 2003²⁵ ; quant à Pékin, les chiffres les plus récents sont respectivement de 5,9 % et 361 000²⁶. Dans ces deux villes, le chômage dépasse la barre des 4 % fixée par l'Etat début 2003. D'après d'autres enquêtes dans les villes chinoises, tout au long de ces dernières années, le taux de chômage s'est maintenu au-delà de 8 %²⁷, sans montrer aucun signe de régression.
- 22 C'est dans la structure de la croissance économique chinoise qu'il faut chercher les explications pertinentes. Il apparaît qu'en dépit d'un taux de croissance annuelle de 30 % des investissements en capital fixe et des exportations, qui ont efficacement entraîné le PIB, la croissance de la consommation annuelle des ménages s'est difficilement maintenue autour de 10 % environ. Non seulement la croissance chinoise manifeste un déséquilibre structurel (marqué notamment par une envolée des prix immobiliers qui ont augmenté à Shanghai de 18,1 % au premier semestre 2003²⁸), mais le développement du secteur tertiaire s'en trouve ralenti, alors que des études montrent que le coefficient d'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance est plus élevé dans le secteur tertiaire (0,57) que dans le secteur secondaire (0,34)²⁹. A Pékin, ce coefficient a connu une baisse flagrante avec une valeur de 0,15 pendant le 8^e Plan quinquennal et de 0,09 pendant le 9^e Plan quinquennal³⁰.
- 23 Par le passé, une augmentation d'un point du PIB créait 2 millions de nouveaux emplois ; aujourd'hui elle n'en crée que 800 000, avec un coefficient d'élasticité qui se situe entre 0,1 et 0,12³¹. Par conséquent, alors que les investissements en capitaux fixes, l'immobilier, le commerce extérieur et certains secteurs industriels comme l'automobile et la sidérurgie deviennent les moteurs de l'économie, les emplois dans ces secteurs ne sont pas créés au même rythme.
- 24 La situation de l'emploi en Chine est globalement très difficile, avec près de 8 millions de chômeurs enregistrés dans les villes et bourgs au premier semestre 2003, et un taux de chômage officiel à 4,2%³². Le taux de jeunes diplômés sous pré-contrat en 2003 est comparable à celui de 1998 et de 1999 ; mais ces années-là, les étudiants avaient encore le choix de leur emploi, alors qu'à l'heure actuelle, même avec des exigences moindres, il est relativement ardu de trouver un poste convenable. Le chômage dont sont victimes les jeunes diplômés chinois n'a rien à voir avec le traditionnel chômage structurel, frictionnel ou conjoncturel ; il est lié à des caractéristiques de la croissance chinoise, qui ne crée pas suffisamment d'emplois qualifiés.

- 25 Examinons à présent la fracture sociale, fruit d'une croissance déséquilibrée qui conduit à une concentration des emplois. La marchandisation de l'enseignement supérieur a transformé le mode d'affectation des emplois pour les jeunes diplômés, celle-ci se faisant désormais en fonction des besoins en main d'œuvre du marché. La réforme des frais de scolarité dans l'enseignement supérieur amorcée en 1999, a conduit les étudiants poursuivant quatre années d'études à déboursier de 50 000 à 80 000 yuans. Les frais de scolarité d'un étudiant d'une université ordinaire représentent 62 % du budget mensuel moyen d'un ménage chinois³³. Or la marchandisation de l'éducation suppose que cet investissement sera récupéré, c'est-à-dire qu'une fois diplômés, ces jeunes trouvent un emploi bien rémunéré. La différence de plus de 40 % entre les revenus perçus dans l'Est et dans l'Ouest de la Chine les contraint à chercher un emploi dans les villes du Sud-Est du pays. Les étudiants d'aujourd'hui sont absorbés par l'obtention de leurs diplômes et autres certificats, à la différence de leurs aînés des années 1980 qui faisaient preuve de plus d'intérêt à l'égard de la société et de l'Etat. Et les sermonner ne les fera pas partir aux confins du pays créer une entreprise, à l'instar de la génération de leurs parents, diplômés des années 1950. L'investissement individuel dans l'enseignement supérieur et le rendement effectif doivent être proportionnés.
- 26 Or, tant que les jeunes diplômés seront obligés d'aller chercher du travail dans les grandes villes côtières du Sud-Est, afin d'équilibrer investissement en éducation et réussite sociale effective — ce pour quoi leurs parents se sont privés —, tant que les réalités sociales et économiques contraindront les choix des étudiants, les écarts de richesse ne feront que s'accroître et le déséquilibre de développement entre l'Ouest et l'Est contribuera à la concentration spatiale des emplois des jeunes diplômés chinois. Le PIB par habitant dans les zones développées orientales est aujourd'hui le double de celui des provinces occidentales, et près de 60 % du PIB sont réalisés dans les provinces orientales³⁴. La concentration à l'Est des emplois séduisants pour les jeunes diplômés, constitue à terme un phénomène pernicieux, creusant le fossé entre l'Est et l'Ouest. Elle risque de susciter un antagonisme régional croissant, entraînant la perte de toute possibilité d'ascension pour les travailleurs de l'Ouest, et de ruiner la stratégie de développement de l'Ouest que le gouvernement soutient à grands transferts de financements publics.
- 27 Les faiblesses structurelles de la croissance économique, associées à l'extrême déséquilibre de développement entre régions, expliquent l'émergence de la visibilité croissante du chômage des jeunes diplômés. La compréhension du problème est la condition de l'adoption d'une politique efficace de l'emploi.
- La pression sociale du chômage des jeunes diplômés
- 28 Le chômage des jeunes diplômés est-il un phénomène propre à la Chine ? Certes, dans chaque pays la question du chômage présente des caractéristiques différentes qui tiennent à la configuration sociale et au système économique. Il n'existe pas non plus d'outil standard pour mesurer la gravité d'un problème social. Mais en dépit de cela, des études montrent qu'en fonction de la tranche d'âge concernée par le chômage, des problèmes sociaux différents émergent. Un chômage de longue durée affectant la jeunesse, abaisse le sens des responsabilités sociales des jeunes, diminue la qualité des ressources humaines actuelles, mais aussi de la future force de travail³⁵. Par conséquent, la situation de l'emploi chez les jeunes et le plaisir qu'ils retirent de leur travail s'avèrent être des indicateurs utiles pour évaluer l'avenir d'une société. La jeunesse contribue à

façonner le futur système de valeurs d'une société, ou les courants de pensée. Ces facteurs contribuent aussi à modifier insensiblement l'identité nationale d'un pays.

- 29 Pour ce qui est des étudiants chinois actuels, l'opinion publique a beau critiquer constamment leur incapacité à améliorer leur efficacité, leur absence d'idéal, leur manque de sens de la collectivité et des responsabilités sociales..., il reste qu'objectivement la réforme et la marchandisation de l'enseignement supérieur ont conduit les familles à investir des sommes importantes dans la scolarité de leurs enfants (les frais scolaires annuels d'une université de qualité de la Chine de l'Est s'élèvent à 10 000 yuans, ce qui équivaut aux revenus d'une année entière de travail dans une ville de l'Ouest du pays). Les étudiants subissent une incroyable pression psychologique. Peut-être qu'avec 30 % de chômeurs aujourd'hui dans leurs rangs, les jeunes diplômés porteront un regard critique sur le choix de leur spécialité ou sur leurs capacités personnelles.
- 30 La croissance de l'effectif annuel de nouveaux diplômés, estimés à 4 millions pour 2005, et celle des jeunes diplômés au chômage (le PIB chinois peut, avec 8 % de croissance annuelle, générer environ 8 millions d'emplois, mais ce sont principalement des emplois à faibles qualifications dans les industries manufacturières³⁶), devraient logiquement entraîner soit un désengagement vis-à-vis de l'enseignement supérieur, soit des comportements individuels délinquants³⁷. Cette pression sur l'emploi pourrait conduire à une déstructuration de la société³⁸. On peut supposer que le sentiment d'échec social des étudiants aille jusqu'à s'exprimer en de violentes protestations qui pourraient faire écho auprès d'autres composantes, moins éduquées, de la société. Mais la structure sociale de la Chine d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle de 1989. Si agitation étudiante il y a eu alors, c'est parce qu'à cette époque, différentes fractions de la société voyant leur situation se précariser, avaient uni leurs forces pour ébranler le pouvoir politique, provoquant des conséquences imprévisibles.

Solutions pour résoudre le problème

- 31 Plusieurs solutions sont envisagées pour résoudre le problème du chômage des jeunes diplômés. Certains prônent une politique de non intervention s'appuyant sur les effets naturels de la croissance économique. Selon Cai Fang, responsable au bureau des études démographiques de l'Académie des sciences de Chine, « le gouvernement devrait progressivement abandonner les politiques qui visent spécifiquement à promouvoir l'emploi des jeunes diplômés, et les encourager à créer leur propre entreprise et à accepter les réalités »³⁹. Chen Xian, professeur à l'Université de Shanghai, considère que parler de difficultés à trouver du travail pour les jeunes diplômés, est exagéré : « ces difficultés sont dues au fait que le volume d'emplois disponibles au sein d'institutions comme les établissements d'enseignement supérieur, les organismes gouvernementaux, les organes de recherche scientifique, et les modes de recrutement ont ralenti le processus de marchandisation de la force de travail. (...) Quant aux symptômes qui affectent le marché de l'emploi, autrement dit les difficultés à trouver un emploi pour des jeunes diplômés, ils ont été exagérés. Il faut donc opérer une réforme énergique de ces institutions »⁴⁰.
- 32 Considérons tout d'abord la proposition de création d'entreprises. Lors de l'apogée de la « net-économie » en 2000, « la création d'entreprise par les jeunes diplômés » était le concept le plus en vogue dans l'opinion et sur les campus. Cependant, au fur et à mesure du fléchissement de cette économie et de la baisse des prises de risques en investissements, on ne trouve pratiquement plus de cas réussis de création d'entreprise parmi celles initiées par les jeunes diplômés (les cas réussis sont en grande partie le fait

de diplômés revenus en Chine après des études à l'étranger). Quand on sait qu'aujourd'hui en Chine, une grande partie des capitaux privés manquent cruellement d'opportunités d'investissement, il se pourrait bien que les prétendues créations d'entreprise par les jeunes diplômés demeurent une élucubration de savants, et ne fassent qu'un temps dans le discours officiel. En réalité, les créations d'entreprises par les jeunes diplômés sont aujourd'hui très peu nombreuses et, par manque de capitaux, la tendance est clairement à la création de petites entreprises individuelles (kiosques à journaux, petites librairies, magasins de disques).

- 33 Envisageons maintenant la seconde proposition, à savoir la marchandisation de la force de travail à l'intérieur des institutions publiques. Même sans tenir compte des mesures prises ces dernières années en vue de rajeunir et d'améliorer la formation des cadres du Parti et des organismes publics dans les grandes villes, le niveau d'études a déjà atteint dans l'ensemble un niveau supérieur à quatre années de cursus universitaire, en accord avec les exigences relatives aux statuts des fonctionnaires. Plus simplement, ces dernières années, grâce à des cours de second cycle⁴¹, de nombreux fonctionnaires ayant des postes à responsabilité ont décroché des diplômes qui les rendent plus performants que des diplômés d'universités. Alors que l'âge *de facto* de la retraite a été avancé dans les entreprises à 57 ans pour les hommes et à 50 ans pour les femmes, supposons que l'on licencie aussi les 40-50 ans qui occupent actuellement un emploi, et qui sont des travailleurs compétents pourvus d'une longue expérience professionnelle, pour les remplacer par des jeunes diplômés ; ce serait alors ces jeunes retraités qui exerceraient une pression sur l'emploi et la société. Sans même envisager son coût financier, jusqu'où une telle politique de l'emploi par « substitution cyclique » conduirait-elle à avancer l'âge de la retraite : à 40 ans, ou encore plus tôt ?
- 34 Il nous apparaît clairement que l'encouragement à la création d'entreprise par les jeunes diplômés vise à éluder le problème du chômage ; s'il était si facile de créer une entreprise, les banques chinoises ne disposeraient pas de milliers de milliards en dépôts, sans que les épargnants ne puissent profiter d'une rémunération même de 1 %. L'emploi de substitution dans des institutions publiques ne peut lui que jouer un rôle palliatif de soutien, ce n'est pas la solution au problème.
- 35 Tant qu'il sera impossible d'établir un équilibre entre l'« offre » et la « demande », et alors que les mécanismes du marché sont pris en défaut, il faut en premier lieu reconnaître la singularité et la gravité du problème. Ensuite, il faut harmoniser objectifs propres au développement économique et au progrès social, sous la bannière du choix stratégique d'une « priorité à l'emploi ». Un tel choix suppose un important réajustement des objectifs, mais aussi une révision de ce qu'on entend par croissance économique. De leur côté, les gouvernements locaux doivent opérer une transformation radicale et cesser de poursuivre des objectifs définis uniquement en termes de compétitivité et d'entrepreneuriat. Si la création d'emplois et la maîtrise du chômage deviennent des objectifs primordiaux à long terme, il faut établir des plans d'allocations chômage et d'aide au chômage périodique qui ciblent spécifiquement les étudiants (en se basant sur le salaire minimal à Shanghai, il faudrait déboursier annuellement 7 milliards de yuans en allocations chômage pour le million de jeunes diplômés sans emploi à l'échelle nationale).
- 36 Des études sociologiques montrent que la menace que fait planer le chômage sur la société ne consiste pas seulement en des comportements individuels déviants ; en portant atteinte à l'amour-propre des individus et de la collectivité, il pousse à l'apparition de mouvements anti-sociaux. L'approche conceptuelle reste en Chine de toute évidence

superficielle. Alors que nombre de réflexions ne prennent pas en compte les moyens de subsistance des jeunes diplômés, des leçons de morale leur sont abondamment prodiguées. Le discours sur la création d'entreprise par les jeunes diplômés n'est que logorrhée, il ne faut pas banaliser ce problème social potentiellement conflictuel. L'avenir d'un pays, c'est sa jeunesse ; l'avenir d'une société, c'est la fraction la plus qualifiée de sa population. Si notre société exige des jeunes diplômés d'aujourd'hui qu'ils mobilisent leurs forces pour créer l'avenir, le gouvernement de son côté se doit de leur garantir le « droit au travail » ou celui, élémentaire, de pouvoir être « en attente d'un emploi ». Faute de quoi, il est fort possible qu'à la suite de « la génération perdue » d'Hemingway et de « la beat generation » de Ginsberg, les jeunes diplômés chinois ne deviennent une « génération ruinée ». A cet égard, nous devons garder en mémoire l'avertissement lancé par Friedrich Hayek : « (...) il existe un autre sérieux problème. L'effectif des intellectuels a déjà dépassé celui que nous sommes capables d'employer de façon efficace. Pour la stabilité politique, il n'y a presque rien qui soit aussi dangereux qu'un « prolétariat intellectuel » sans perspectives d'avenir »⁴².

NOTES

1. Chen Xian, « Yige bei fangda de xinhao » (« Un signe interprété de manière exagérée »), *Wenhui bao*, Shanghai, 24 juillet 2003.
2. www.moe.edu.cn, www.edu.cn
3. Il existe un écart entre les statistiques publiées par les établissements scolaires et la situation réelle de l'emploi qui tient pour partie au fait que les chiffres des établissements scolaires sur l'emploi des jeunes diplômés prennent comme critère d'embauche les pré-contrats entre employeurs et étudiants. www.chinanews.com.cn
4. *Xinwen chenbao* (Les Nouvelles du matin), 26 juin 2003.
5. « Daxue biye sheng shengcun zhuangtai diaocha » (« Enquête sur les conditions de vie des jeunes diplômés »), in *Shehui diaocha baogao* (Rapport d'enquête sociologique), département de sociologie de l'Université normale de Chine de l'Est, promotion 2000.
6. *Renmin ribao* (Le Quotidien du peuple), 6 juin 2003.
7. Yu Nanping, « Jiuye wenti hai xu jingji shehui liangshou zhua » (« Le problème du chômage doit être saisi à la fois sur le plan de l'économie et celui de la société »), *Jiefang ribao* (Le Quotidien de la libération), 8 août 2003.
8. Sun Liping, « Zhongguo. Shehui : zai kuozhao yu shiye zhijian » (« Chine. Société : entre hausse du recrutement et chômage »), *Jingji guancha bao* (L'Observateur économique), 14 juillet 2003.
9. *Zhongguo xinwen zhouban* (Nouvelles de Chine), n°139, 14 juillet 2003, pp. 18-26.
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*
12. *Ibid.*
13. Cf. note n° 1.

14. Zheng Xiaochun, « Zhongguo gaodeng jiaoyu tizhi gaige de huigu yu zhanwang » (« Retour sur la réforme de l'enseignement supérieur et perspectives »), in *Liaoning gaodeng jiaoyu yanjiu* (Recherche sur l'enseignement supérieur dans le Liaoning), 1998 (1).
15. Zhou Beilong, *Mianxiang ershiyi shiji de gaodeng jiaoyu* (L'enseignement supérieur face au XXe siècle), Beijing gaodeng jiaoyu chubanshe, 1990, pp. 41-198.
16. Banque mondiale, préface de *Zhongguo gaodeng jiaoyu gaige* (La réforme de l'enseignement supérieur en Chine), Zhongguo caizheng jingji chubanshe, Pékin, 1998.
17. Pan Maoyuan, « Shilun cong jingying dao dazhong gaodeng jiaoyu de guodu jieduan », (« Essai sur l'étape transitoire de l'enseignement supérieur entre élitisme et massification »), *Liaoning gaodeng jiaoyu yanjiu* (Recherche sur l'enseignement supérieur dans le Liaoning), 2001 (2).
18. Département de la planification du développement du ministère de l'Education de Chine, *Zhongguo jiaoyu tongji baogao* (Rapport statistique sur l'éducation en Chine), Pékin, février 2003.
19. Selon la Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial, 1997.
20. Selon la Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial, 2001, p. 48.
21. Zhao Xiao, « Chuyu linjiedian de Zhongguo shiye wenti » (« Le problème du chômage en Chine à un point critique »), *Zhongguo jingji kuaixun zhoukan* (La Dépêche économique de Chine), 1^{er} août 2001.
22. Bureau des statistiques nationales de Chine, www.stats.gov.cn
23. Plan sur l'exploitation des ressources de l'ONU (UNPD), 2002 *nian renlei fazhan baogao* (Rapport 2002 sur le développement humain), Zhongguo caizheng jingji chubanshe.
24. Fondation pour la recherche sur la réforme économique chinoise, *Zhongguo caifu baogao* (Rapport sur les ressources chinoises), Shanghai yuandong chubanshe, pp. 182-185.
25. *Zhonghua gongshang shibao* (Le Temps de l'industrie et du commerce en Chine), 4 avril 2003.
26. « Beijing shiyelü yi laxiang hongse jingbao » (« L'alerte a sonné pour le taux de chômage à Pékin »), communiqué de Zhongxinshe, Pékin, 23 juillet 2003.
27. Hu Angang, *Yingxiang juece de guoqing baogao* (Rapport sur la situation du pays et son influence sur les décisions politiques), Qinghua daxue chubanshe, pp.129-187.
28. *Shenzhen shangbao* (Le Journal commercial de Shenzhen), 20 juillet 2003.
29. Zhu Xiaoqing, « Guanyu kuoda jiuye de yidian sikao » (« Eléments de réflexion sur la hausse de l'emploi »), *Guangming ribao* (Clarté), 24 juillet 2003.
30. www.bjstats.gov.cn
31. Voir *Jingji cankao bao*, 20 mars 2002 et 8 janvier 2003.
32. *Zhongguo qingnian bao*, 30 juillet 2003.
33. D'après le Bureau des statistiques nationales de Chine, *Zhongguo ge diqu chengzhen jumin jiating shouzhi jiben qingkuang* (Situation des ménages des villes et des bourgs de toutes les régions de Chine), août 2003.
34. Bureau d'études politiques de la municipalité de Pékin, *Jingji xingshi fenxi baogao* (Rapport d'analyse de la configuration économique), An Bang, étude parue dans *Meiri jingji* (Economie au quotidien), 2002.
35. Stiglitz Joseph E, *Economics*, Norton Inc., 1993.
36. Bureau des statistiques nationales de Chine.
37. L'affaire Zhou Yichao pourrait faire école. Voir « Daxue biyesheng heyi dongshaji » (« Pourquoi les jeunes diplômés tuent-ils ? »), *Nanfang zhoumo*, 21 avril 2003.
38. Pour des concepts similaires, voir K. Merton, *Shehui yanjiu yu shehui zhengce* (Recherches sociologiques et politiques sociales), Sanlian chubanshe, 2001, pp. 77-97.
39. Cf. note n° 9.

40. Cf. note n° 1.

41. *Wenhui bao*, Shanghai, 23 août 2003

42. Ha Yeke (Hayek), *Ziyou zhixu yuanli*, 2^e tome, traduction de Zheng Zhenglai, Sanlian chubanshe, Pékin, 1997.